

Discours de Geoffroy Roux de Bézieux, Président du Medef

Assemblée Générale du 2 juillet 2019

Madame,

Monsieur,

Chers amis,

Pour démarrer, je vous propose de revenir un bref instant en arrière, à savoir le 3 juillet 2018, le jour de mon élection.

C'était il y a un peu plus d'un an. Une pétition est publiée sur [change.org](https://change.org).

Une simple pétition réclamant « une baisse du prix du carburant à la pompe », parmi des milliers d'autres. Comme beaucoup d'initiative de ce type, elle ne recueille d'emblée qu'un nombre insignifiant de signatures.

Il faudra attendre l'automne pour qu'une radio locale la repère. Un site d'informations reprend la nouvelle et là, tout s'emballe. Eric Drouet rebondit sur la pétition en créant un événement Facebook qui appelle à manifester le 17 novembre contre la hausse du prix des carburants. Début de l'acte I. On connaît la suite. Je vous épargnerai le récit des 32 suivants.

Il est clair que la démocratie française n'est plus la même après.

C'était aussi il y a un peu plus d'un an. Washington décide de surtaxer les importations de panneaux solaires chinois. En réaction, Pékin lance une enquête antidumping sur le Sorgho américain. C'est le début d'une escalade qui se traduit semaine après semaine par son lot d'annonces sur les droits de douane, les subventions, les transferts de technologie. Depuis, le conflit commercial se déplace dangereusement sur le terrain militaire.

Le mois dernier, au forum de sécurité de Singapour, chacun y est allé de sa menace. Provocation des américains : « *Nous savons qu'avoir les capacités de gagner une guerre est la meilleure façon de l'éviter* ». Riposte des Chinois : « *Nous allons maintenir la porte ouverte. S'ils veulent l'affrontement, nous sommes prêts* ». Avant l'ouverture du G20 à Tokyo, la tension est montée entre D. Trump et Li Xiping, avant de retomber quelques jours plus tard

Bienvenue dans la guerre froide économique !

Ces deux événements ont bien sûr marqué l'année qui vient de s'écouler. Ils changent assurément l'avenir. Et nous obligent, comme le disait Churchill à prendre « *ces changements par la main avant qu'ils ne nous prennent à la gorge* ».

Lorsque vous m'avez élu à la présidence du Medef le 3 juillet dernier, j'avais dans mon discours parlé d'un monde en plein bouleversement. Je ne pensais pas être aussi près de la vérité.

Ces évènements ont, selon moi, révélé 2 chocs :

**Le premier, c'est un choc de confiance.** Toutes les études décrivent une France « crispée ». Les mots qu'utilisent nos compatriotes pour caractériser leur état d'esprit appartiennent à un répertoire sémantique qui n'a jamais été aussi sombre et pessimiste. Cet état d'esprit s'accompagne d'une remise en cause inédite des institutions politiques. Les politologues du Centre d'études de la vie politique française soulignent que jamais en 10 ans le niveau de confiance n'a été aussi bas. Certains ont même parlé d'un abîme de défiance dans lequel sont entraînés les corps intermédiaires.

Il y a plus qu'un divorce entre les Français et leurs responsables politiques. Les mutations accélérées de l'économie provoquent des gouffres d'incompréhension entre les Français les plus socialement fragiles et l'univers de la politique.

C'est l'une des raisons qui explique, au début et avant que les violences ne viennent polluer le mouvement, le soutien ou tout au moins la sympathie de l'opinion pour les gilets jaunes. Les indicateurs de soutien à cette justice sociale ont connu d'ailleurs à ce moment-là une forte hausse tandis que ceux d'une volonté de transformation ont enregistré un repli particulièrement net. Même si, c'est heureux, un récent sondage du JDD montrait que ce repli était en train de s'inverser.

Le grand débat, exercice de démocratie participative d'une ampleur jusqu'ici inégalée, a, je crois, permis de faire émerger des solutions. Même si elles n'ont pas totalement répondu aux attentes de ceux qui vivent dans cette France périphérique et qui ont peur d'un déclassement sans fin, elles ont traité l'urgence.

**Le deuxième, c'est un choc de concurrence.** La mise en scène de la guerre froide économique mondiale a souligné à quel point la compétitivité des entreprises françaises était fragile, à quel point l'emploi national et local pouvaient être menacés, mais surtout à quel point l'Europe était impuissante.

Elle a renforcé le sentiment d'une Europe à la fois impuissante et naïve, d'une Europe qui ne joue pas avec les mêmes règles du jeu que les autres et qui, de facto, se marginalise, d'une Europe qui ne pèse finalement plus grand-chose sur la scène internationale. L'affrontement politique entre populistes et progressistes s'est nourri d'un affrontement économique et géographique, laissant émerger une préoccupation environnementale qui tient autant à la nature du scrutin qu'à une campagne réussie de la tête de liste EELV.

**Au fond, tout cela crée un troisième choc. Ce troisième choc c'est celui de la responsabilité.** La période que nous traversons engage les entreprises à aligner leur raison d'être et leur action. Epargnés par la crise des gilets jaunes, les chefs d'entreprise ne sont pas restés de simples spectateurs. Dans cette situation inédite, si le mouvement social ne s'est traduit ni par une grève générale, ni par un Grenelle comme en 1968 mettant les entreprises à contribution, c'est parce qu'ils ont contribué aux efforts, participé aux débats, fait des propositions.

Pour notre mouvement, le moment était stratégique. C'est autant notre légitimité que notre utilité qui étaient en jeu. Nous avons, ensemble, relevé ce défi sans jamais renoncer aux lignes directrices que nous avons tracées l'année dernière. Nous avons, ensemble, parlé aux français sans jeter de l'huile sur le feu et sans provocation.

De la position à la proposition, de la conviction à l'engagement, le Medef a trouvé son positionnement.

Progressivement, nous installons l'idée que nous contribuons à l'intérêt général et au bien commun. La crise que nous venons de vivre montre d'ailleurs que l'Etat n'a plus le monopole de l'intérêt général. En réalité, c'est une question de démocratie qu'a posée le mouvement des gilets jaunes en entrant, un peu par effraction, dans le débat public : « *pourquoi faudrait-il que ce soit toujours les mêmes qui décident ?* »

En dialoguant, en proposant, en ouvrant de nouveaux débats, nous nous inscrivons dans le mouvement d'une transformation de la société qui sera d'autant plus acceptée qu'elle sera partagée.

C'est dans cet esprit que nous avons produit nos 43 propositions, après avoir mené plus de 130 débats sur tout le territoire, au plus près des préoccupations des entrepreneurs mais aussi des salariés.

La prime exceptionnelle et sa pérennisation, la prime mobilité en sont des illustrations concrètes et tangibles. (Je trouve que les pouvoirs publics n'ont pas assez salué l'effort fait par les chefs d'entreprises. 5,5 millions de salariés ont touché cette prime exceptionnelle en début d'année. C'est 2,2 milliards d'euros qui ont été versés.)

C'est également dans cet esprit que nous avons défendu une conception pragmatique de la lutte contre la précarité dans la négociation sur l'assurance chômage. Le Gouvernement a préféré imposer un schéma plus punitif qu'incitatif, dont nous continuons à dire qu'il est dangereux et surtout très complexe.

La même démarche nous a conduits à donner notre vision sur la réforme des retraites qui doit restaurer la confiance de ceux qui sont déjà à la retraite comme de ceux qui le seront demain. Si le pragmatisme est la doctrine selon laquelle n'est vrai que ce qui fonctionne réellement - j'y ajoute efficacement – alors oui, nos propositions sont pragmatiques parce que seul le recul de l'âge légal à 64 ans permet d'équilibrer le régime et donc de restaurer la confiance.

Courage et responsabilité. Voilà deux mots qui caractérisent notre état d'esprit et qui guident le sens de notre action.

C'est en alertant sur la nécessité du maintien d'un cap clair qui s'accommode mal du « en même temps » que nous jouons notre rôle d'inspirateur, d'aiguillon de la transformation. Ce pays ne réussira sa transformation qu'au prix d'un effort de stabilité et de cohérence. Stabilité des choix, cohérence de l'action.

Aujourd'hui, ces deux facteurs font parfois défaut au Gouvernement. On peut aujourd'hui s'interroger sur la volonté de poursuite de la politique de l'offre, qui pourtant a montré son efficacité avec la création de plus de 800 000 emplois depuis 2014. N'est-elle pas mise en réserve au profit d'une politique de la demande, qui comme un antalgique calme la douleur sans traiter le mal ? La trajectoire de réduction des dépenses publiques a connu des inflexions avant de disparaître corps et âme.

Le Gouvernement prône la compétitivité des entreprises, mais il le fait parfois en sautant « *sur sa chaise comme un cabri* », comme disait le Général de Gaulle à propos de l'Europe. Nous avons choisi de toujours privilégier la construction et d'apporter des solutions. Face aux désordres, notre devoir est d'agir pour toujours mieux accompagner les entreprises dans un monde où multilatéralisme et régulation sont devenus des quêtes improbables.

C'est enfin, en observateurs mais aussi en acteurs de ces mouvements que nous avons voulu engager la transformation du Medef.

Nous venons d'adopter la plus importante réforme de notre organisation depuis 20 ans. En la votant (massivement), vous donnez à notre mouvement une nouvelle impulsion. J'en profite pour remercier tous ceux qui ont travaillé à cette réforme, à son élaboration en menant de très nombreuses réunions sur tout le territoire.



Un remerciement tout particulier à Patrick qui ne compte jamais son temps pour notre réseau.

Elle répond à trois types d'attentes exprimées par les chefs d'entreprise :

**La première, c'est une attente de proximité.** Vous êtes nombreux à souhaiter que le Medef défende vos entreprises au niveau local. C'est la raison pour laquelle, nous avons renforcé le poids et les moyens d'action des territoires. Et des régions.

**La deuxième, c'est plus d'écoute et d'ouverture** pour être en phase avec la société. Cela passe par la féminisation de nos instances pour parvenir à la parité économique. Cela passe aussi par un dialogue avec les ONG qui ont un impact grandissant sur les entreprises, les salariés, les actionnaires et les clients. Nous ne pouvons plus les considérer comme des « parties absentes » mais bien en faire « des parties prenantes ».

**La troisième, c'est une attente de démocratie et d'indépendance.** Clarifier le processus électoral, élargir le corps électoral, mais aussi s'affranchir des financements paritaires répondent à cette exigence.

Peu d'organisations ont entamé un processus de cette ampleur. Certaines d'entre-elles ont fait des choix différents conscientes que la fragmentation des intérêts était devenue un obstacle au consentement à la mutualisation.

D'autres ont choisi le statu quo. Elles courent le risque de la marginalisation, voire de la disparition.

Parce que nous sommes des chefs d'entreprise, l'immobilisme n'est pas dans notre ADN. Il nous faut le modifier en y injectant toujours plus d'engagement.

Je sais pouvoir compter sur vous pour donner vie à cette réforme. Je mesure à chacun de mes déplacements - je pense que Patrick, Fabrice, Dominique et Pierre le perçoivent aussi - combien notre réseau est mobilisé auprès des entreprises, ancrées dans leur territoire, combien il est engagé pour les faire gagner. Je saisis cette occasion pour vous remercier très sincèrement de cet engagement, pour remercier notre Comex 40 qui donne un nouveau visage au « militantisme » et qui travaille à nourrir notre doctrine sur les conséquences économiques d'un recul de la démocratie, ou des migrations.

A Beaune, il y a un peu plus d'un mois, nous avons partagé une ambition pour un Medef acteur de la transformation du pays.

La Rencontre des Entrepreneurs de France, à Longchamp les 28 et 29 août, que Fabrice vient de vous présenter, sera l'occasion de montrer ce nouveau Medef que nous construisons ensemble.

La presse a dévoilé la semaine dernière un projet de programmation qui a fait polémique. Ce n'était qu'un projet. Nous avons imaginé vous proposer un débat sur la montée des populismes – des partis politiques dont le programme économique est un véritable danger pour les entreprises – dans lequel nous avions envisagé d'y convier des « populistes ». Non pour leur donner une tribune mais au contraire pour montrer leurs impasses. C'est en confrontant les populistes qu'on les combat le mieux. Emmanuel Macron l'a montré lors du débat.

L'interprétation qui a été faite du projet de débat m'a conduit à supprimer purement et simplement ce débat et à ne pas inviter de représentants des extrêmes, de droite, comme de gauche dans tous les débats de la REF.

Certains ont regretté ce choix. J'ai dû prendre une décision difficile. Je l'ai prise parce que la sérénité du débat n'était plus garantie. Je l'ai prise pour que cette Rencontre des Entrepreneurs de France soit un moment de réflexion, d'échanges, de rencontres et ne devienne pas le théâtre d'affrontements politiques inutiles.

-Seul le prononcé fait foi-

J'aurai plaisir à vous y retrouver toutes et tous.

Et quelle meilleure conclusion que de vous dire MERCI ?!

Merci à tous les présidents de MEDEF et leur DG.

Merci à tous les présidents et DG de fédération.

Merci à tous nos mandataires.

MERCI pour votre engagement. Souvent bénévole...

MERCI pour votre dévouement au service des entreprises et du Medef !